

La lutte contre les inégalités c'est le cœur de notre contrat social !

La prochaine législature doit s'engager pour assurer à toutes et à tous les droits essentiels et rester à la hauteur des enjeux de dignité, d'égalité et de justice sociale !

Aujourd'hui en France, 9 à 10 millions de femmes, d'enfants et d'hommes vivent sous le seuil de pauvreté et sont privés des droits fondamentaux qui leur sont reconnus.

En Pays de la Loire, 400 000 personnes se trouvent en situation de pauvreté¹. Soit 124 000 enfants² qui ne mangent plus à leur faim dès le 15 du mois. Soit 140 000³ travailleurs pauvres qui sombrent lentement dans l'invisibilité sociale. Soit des milliers de personnes qui hypothèquent leur espérance de vie en renonçant aux soins.

Peut-on prétendre faire société en continuant à accepter ces quotidiens tragiques ?

Non ! répond Le collectif Alerte des Pays de la Loire.

Il y a urgence à **relancer une politique volontariste contre ces inégalités d'accès aux droits**. Et garantir que le bénéfice des services, biens et prestations disponibles se partage équitablement avec les plus précaires⁴. Car précaire ne veut pas dire sans droit.

Chacun doit d'abord se nourrir de manière saine, suffisante et durable. La distribution de 300000 chèques alimentaires au moment de la crise sanitaire⁵ a révélé **la persistance d'une précarité alimentaire sur notre territoire**. C'est inadmissible. Et les répercussions de la guerre ukrainienne sur le coût des matières premières risquent d'amplifier ce phénomène.

Chacun **doit pouvoir se soigner correctement**. 31 % des enfants ligériens bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire⁶ n'ont jamais vu de dentiste à leurs 7 ans⁷. C'est insupportable.

Chacun doit bénéficier d'un logement digne. 104 000 demandes de logements sociaux restent en attente sur la région⁸. C'est intolérable.

Pour rendre ces droits effectifs, il faut un **accompagnement social inconditionnel, sans discrimination quel que soit le public**.

Il faut également des professionnels formés et reconnus, garants d'un travail social respectueux des droits individuels.

Il faut enfin **un accueil physique en guichet pour les services publics, et une dématérialisation mesurée** : 13 % de la population ligérienne reste en très grande difficulté avec la manipulation des outils informatiques⁹.

⁵ Dans le cadre d'un plan d'aide alimentaire déployé par la région PDL

⁶ Aide garantissant la prise en charge des frais de santé pour les ménages modestes

Les membres du collectif Alerte PDL

Créé au niveau national puis décliné en régions, le collectif Alerte rassemble des associations de terrain engagées contre les exclusions et convaincues que la mise en commun des expertises fait force pour agir.